



L'OFFICE
D'INVESTISSEMENT
DU RPC

**L'Office d'investissement du régime
de pensions du Canada**

Un, rue Queen Est, bureau 2500
Toronto (Ontario) M5C 2W5 Canada
www.cppib.com/fr

États financiers consolidés
intermédiaires résumés de

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada

30 juin 2017

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada

Bilan consolidé intermédiaire résumé

Au 30 juin 2017

(Non audité)

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Au 30 juin 2017	Au 31 mars 2017	Au 30 juin 2016
Actif			
Placements (note 2)	382 951 \$	377 700 \$	358 095 \$
Montants à recevoir au titre des opérations en cours	3 198	3 234	4 235
Locaux et matériel	349	348	356
Autres actifs	189	131	205
Total de l'actif	386 687	381 413	362 891
Passif			
Passifs liés aux placements (note 2)	54 751	60 423	66 225
Montants à payer au titre des opérations en cours	5 020	3 631	8 996
Créditeurs et charges à payer	368	682	405
Total du passif	60 139	64 736	75 626
Actif net	326 548 \$	316 677 \$	287 265 \$
L'actif net est constitué de ce qui suit :			
Capital social	– \$	– \$	– \$
Bénéfice net d'exploitation accumulé	184 641	178 875	149 534
Transferts cumulatifs nets du Régime de pensions du Canada	141 907	137 802	137 731
Actif net	326 548 \$	316 677 \$	287 265 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada

État consolidé intermédiaire résumé du résultat global

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017

(Non audité)

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Pour les trimestres clos les	
	30 juin 2017	30 juin 2016
Revenu de placement	6 540 \$	4 682 \$
Frais de gestion des placements	(423)	(279)
Coûts de transaction	(107)	(92)
Revenu de placement net (note 6)	6 010 \$	4 311 \$
Charges de personnel	176	150
Frais généraux	57	54
Services professionnels	11	9
Charges d'exploitation	244	213
Bénéfice net d'exploitation et bénéfice global	5 766 \$	4 098 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada

État consolidé intermédiaire résumé des variations de l'actif net

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017

(Non audité)

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Nombre d'actions en circulation	Capital social	Transferts cumulatifs nets du Régime de pensions du Canada	Bénéfice net d'exploitation accumulé	Total de l'actif net
Au 1^{er} avril 2016	10	– \$	133 505 \$	145 436 \$	278 941 \$
Bénéfice net pour la période		–	–	4 098	4 098
Transferts touchant le Régime de pensions du Canada :					
Transferts du Régime de pensions du Canada		–	12 468	–	12 468
Transferts au Régime de pensions du Canada		–	(8 242)	–	(8 242)
Solde au 30 juin 2016	10	– \$	137 731 \$	149 534 \$	287 265 \$
Au 1^{er} avril 2017	10	– \$	137 802 \$	178 875 \$	316 677 \$
Bénéfice net pour la période		–	–	5 766	5 766
Transferts touchant le Régime de pensions du Canada :					
Transferts du Régime de pensions du Canada		–	11 512	–	11 512
Transferts au Régime de pensions du Canada		–	(7 407)	–	(7 407)
Solde au 30 juin 2017	10	– \$	141 907 \$	184 641 \$	326 548 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada
Tableau consolidé intermédiaire résumé des flux de trésorerie
Pour le trimestre clos le 30 juin 2017
(Non audité)

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Pour les trimestres clos les	
	30 juin 2017	30 juin 2016
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Bénéfice net d'exploitation	5 766 \$	4 098 \$
Ajustements au titre des éléments sans effet sur la trésorerie :		
Amortissement des locaux et du matériel	7	7
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	4	(11)
(Profits) pertes latent(e)s sur les passifs liés au financement par emprunt	(523)	590
Ajustements au titre de la variation nette des actifs et passifs d'exploitation :		
(Augmentation) des placements	(9 911)	(9 520)
Diminution (augmentation) des montants à recevoir au titre des opérations en cours	36	(1 608)
(Augmentation) des autres actifs	(1)	(3)
(Diminution) augmentation des passifs liés aux placements	(7 771)	1 592
Augmentation (diminution) des passifs liés au financement par emprunt	2 500	(1 651)
Augmentation des montants à payer au titre des opérations en cours	1 490	5 565
(Diminution) des créditeurs et charges à payer	(291)	(259)
Flux de trésorerie nets (affectés aux) activités d'exploitation	(8 694)	(1 200)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Transferts du Régime de pensions du Canada	11 512	12 468
Transferts au Régime de pensions du Canada	(7 407)	(8 242)
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	4 105	4 226
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Acquisitions de locaux et de matériel	(9)	(7)
Cessions de locaux et de matériel	1	–
Flux de trésorerie nets (affectés aux) activités d'investissement	(8)	(7)
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(4 597)	3 019
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(4)	11
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	16 076	5 594
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	11 475	8 624
La trésorerie et les équivalents de trésorerie à la fin de la période comprennent les éléments suivants :		
Trésorerie détenue à des fins d'exploitation ¹	128	148
Trésorerie et équivalents de trésorerie détenus à des fins de placement ²	11 347	8 476
Total	11 475 \$	8 624 \$

1. Présentée à titre de composante des autres actifs au bilan consolidé intermédiaire résumé.

2. Présentés à titre de composante des placements au bilan consolidé intermédiaire résumé et de composante des titres du marché monétaire à l'annexe consolidée intermédiaire résumée du portefeuille.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada

Annexe consolidée intermédiaire résumée du portefeuille

Au 30 juin 2017

(Non audité)

Le tableau ci-dessous présente des renseignements sur les actifs et les passifs de placement de l'Office :

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Au 30 juin 2017	Au 31 mars 2017 ¹	Au 30 juin 2016 ¹
Actions (note 2a)			
Actions canadiennes			
Actions de sociétés ouvertes	6 707 \$	4 576 \$	4 224 \$
Actions de sociétés fermées	3 860	4 048	3 794
	10 567	8 624	8 018
Actions étrangères sur les marchés établis			
Actions de sociétés ouvertes	103 999	93 905	65 152
Actions de sociétés fermées	56 030	54 992	49 292
	160 029	148 897	114 444
Actions sur les marchés émergents			
Actions de sociétés ouvertes	19 092	19 208	13 197
Actions de sociétés fermées	5 792	5 781	5 225
	24 884	24 989	18 422
Total des actions	195 480	182 510	140 884
Placements à revenu fixe (note 2b)			
Obligations	58 998	61 240	74 640
Autres titres de créance	19 418	19 764	25 936
Titres du marché monétaire	12 097	19 408	19 754
Total des placements à revenu fixe	90 513	100 412	120 330
Stratégies de rendement absolu (note 2c)	19 781	19 371	18 244
Actifs réels (note 2d)			
Biens immobiliers	39 555	38 732	36 044
Infrastructures	27 321	27 899	19 755
Total des actifs réels	66 876	66 631	55 799
Sommes à recevoir sur les placements			
Titres acquis en vertu de conventions de revente (note 2e)	6 077	5 207	18 482
Intérêts courus	1 543	1 561	1 172
Sommes à recevoir sur les dérivés (note 2f)	2 318	1 718	3 093
Autres	363	290	91
Total des sommes à recevoir sur les placements	10 301	8 776	22 838
Total des placements	382 951 \$	377 700 \$	358 095 \$
Passifs liés aux placements			
Titres vendus en vertu de conventions de rachat (note 2e)	(16 936)	(14 749)	(19 272)
Titres vendus à découvert (notes 2a et 2b)	(13 468)	(24 177)	(29 247)
Passifs liés au financement par emprunt (note 2g)	(21 870)	(19 873)	(14 505)
Passifs liés aux dérivés (note 2f)	(1 417)	(1 401)	(2 884)
Autres	(1 060)	(223)	(317)
Total des passifs liés aux placements	(54 751)	(60 423)	(66 225)
Montants à recevoir au titre des opérations en cours	3 198	3 234	4 235
Montants à payer au titre des opérations en cours	(5 020)	(3 631)	(8 996)
Placements nets	326 378 \$	316 880 \$	287 109 \$

1. Certains montants de la période précédente ont été mis à jour pour que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Note	Description	Page
	Information sur la société	7
1	Sommaire des principales méthodes comptables	7
2	Détermination de la juste valeur	8
2a)	Actions	8
2b)	Placements à revenu fixe	9
2c)	Stratégies de rendement absolu	9
2d)	Actifs réels	10
2e)	Titres acquis en vertu de conventions de revente et titres vendus en vertu de conventions de rachat	10
2f)	Contrats dérivés	10
2g)	Passifs liés au financement par emprunt	10
3	Instruments dérivés	11
4	Évaluation à la juste valeur	12
5	Gestion du risque lié aux placements	21
6	Revenu de placement net	29
7	Garanties	30
8	Engagements	30
9	Transactions entre parties liées	31
10	Cautionnements	31

Information sur la société

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (l'Office) a été créé en décembre 1997 conformément à la *Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada* (la Loi). Il s'agit d'une société d'État fédérale dont toutes les actions appartiennent à Sa Majesté la Reine du chef du Canada. L'Office a pour mission d'aider le Régime de pensions du Canada (le RPC) à s'acquitter de ses obligations envers les cotisants et les bénéficiaires aux termes de la loi intitulée *Régime de pensions du Canada*. Il est chargé de gérer les sommes qui lui sont transférées en application de l'article 108.1 du *Régime de pensions du Canada*, dans l'intérêt des cotisants et des bénéficiaires du RPC. En mars 1999, l'Office a reçu du RPC ses premiers fonds destinés à l'investissement. L'actif de l'Office doit être placé, conformément à la Loi, aux règlements et aux politiques en matière de placement, en vue d'un rendement maximal tout en évitant des risques de perte indus et compte tenu des facteurs pouvant avoir un effet sur le financement du RPC ainsi que sur sa capacité de s'acquitter, chaque jour ouvrable, de ses obligations financières.

L'Office est exempté de l'impôt prévu à la partie I en vertu des alinéas 149(1) (d) et 149(1) (d.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), puisque toutes les actions de l'Office appartiennent respectivement à Sa Majesté la Reine du chef du Canada ou à une société dont les actions appartiennent à Sa Majesté la Reine du chef du Canada.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés (les états financiers consolidés) fournissent de l'information sur l'actif net géré par l'Office et ne comprennent pas les actifs et passifs du RPC. L'exercice de l'Office se clôture le 31 mars.

Le siège social de l'Office est situé au Un, rue Queen Est, Toronto (Ontario), Canada.

Les présents états financiers consolidés ont été approuvés par le conseil d'administration, et leur publication a été autorisée le 10 août 2017.

1. Sommaire des principales méthodes comptables

a) Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), et ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers consolidés annuels. En outre, ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels de l'Office et les notes annexes présentées aux pages 97 à 127 du rapport annuel 2017 de l'Office. Les présents états financiers consolidés ont été préparés suivant les mêmes méthodes comptables et les mêmes méthodes d'application que celles décrites dans les états financiers consolidés annuels les plus récents.

L'Office constitue une entité d'investissement puisqu'il répond à la définition d'une entité d'investissement au sens d'IFRS 10, *États financiers consolidés* (IFRS 10), à savoir une entité qui :

- obtient des fonds d'un ou de plusieurs investisseurs, à charge pour elle de leur fournir des services de gestion d'investissements. Dans le cas de l'Office, nous avons un investisseur (le RPC), mais nous investissons les fonds pour un large groupe d'investisseurs, soit les bénéficiaires du RPC;
- déclare à ses investisseurs qu'elle a pour objet d'investir des fonds dans le seul but de réaliser des rendements sous forme de plus-values en capital et/ou de revenus d'investissement;
- évalue et apprécie la performance de la quasi-totalité de ses investissements sur la base de la juste valeur.

L'Office ne s'est basé sur aucun jugement important ni sur aucune hypothèse importante pour déterminer s'il répondait à la définition d'une entité d'investissement au sens d'IFRS 10.

Notes annexes

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017

(Non audité)

b) Filiales

L'Office est tenu de déclarer ses résultats d'exploitation conformément à IFRS 10. Par conséquent, les états financiers consolidés présentent les résultats d'exploitation de l'Office et de ses filiales en propriété exclusive qui ont été créées dans le but de fournir des services en matière d'investissement afin de soutenir ses activités. Les filiales en exploitation de cette nature comprennent celles qui fournissent des services-conseils en matière d'investissement ou celles qui ont été créées dans le but de fournir du financement à l'Office.

Les filiales qui ont été créées dans le but de structurer et de détenir des placements sont des sociétés de portefeuille et ne sont pas consolidées, mais plutôt évaluées et présentées à la juste valeur dans ces états financiers consolidés. La juste valeur des sociétés de portefeuille non consolidées est fondée sur la juste valeur des placements sous-jacents et des passifs liés aux placements détenus par la société de portefeuille de même que sur son bénéfice net d'exploitation accumulé. La juste valeur des placements sous-jacents et des passifs liés aux placements est déterminée à l'aide des techniques d'évaluation et des données d'entrée connexes décrites aux notes 2a à 2g.

c) Évaluation des placements et des passifs liés aux placements

Les placements et les passifs liés aux placements sont présentés à leur juste valeur. La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Dans un marché actif, les cours du marché établis par une source indépendante constituent les éléments probants les plus fiables de la juste valeur. En l'absence d'un marché actif, la juste valeur est déterminée au moyen de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation des données observables sur les marchés. Veuillez vous reporter aux notes 2a à 2g pour de plus amples détails au sujet de la détermination de la juste valeur.

2. Détermination de la juste valeur

L'Office gère différents types de placements et de passifs liés aux placements, et détermine la juste valeur comme suit :

a) Actions

- i) Les placements en actions de sociétés ouvertes sont effectués directement ou par l'intermédiaire de fonds, notamment de fonds spéculatifs. La juste valeur des actions cotées en Bourse, y compris les positions vendeur sur actions, est fondée sur les cours du marché. La juste valeur des placements dans des fonds est généralement fondée sur la valeur liquidative publiée par les administrateurs externes ou gestionnaires des fonds.
- ii) Les placements en actions de sociétés fermées sont généralement effectués directement ou par l'intermédiaire de fonds de société en commandite. La juste valeur des placements détenus directement est principalement déterminée au moyen des multiples de capitalisation de sociétés ouvertes comparables ou de la valeur actualisée des flux de trésorerie. Les données importantes utilisées dans le cadre de ces méthodes d'évaluation comprennent le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (BAIIA) de la société, les multiples de capitalisation de sociétés ouvertes comparables, les flux de trésorerie projetés et les taux d'actualisation calculés à l'aide des rendements de marché actuels d'instruments ayant des caractéristiques semblables. Des opérations récentes sur le marché, s'il y a lieu, sont également utilisées. Dans le cas des placements détenus par l'intermédiaire de fonds de société en commandite, la juste valeur est généralement établie d'après les renseignements pertinents communiqués par le commandité, à l'aide des méthodes d'évaluation reconnues du secteur semblables aux méthodes susmentionnées.

Notes annexes

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017

(Non audité)

b) Placements à revenu fixe

i) Les obligations consistent en des obligations non négociables et en des obligations négociables. La juste valeur des obligations non négociables des gouvernements provinciaux du Canada est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie, à l'aide des rendements de marché actuels d'instruments ayant des caractéristiques semblables. Dans le cas des obligations négociables, y compris les positions vendeur sur obligations, la juste valeur est fondée sur les cours du marché ou calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie, à l'aide des courbes de rendement de référence et des écarts de taux relatifs à l'émetteur.

ii) Les autres titres de créance consistent en des placements directs dans des titres de créance privés et des titres adossés à des actifs, en des placements dans des droits de propriété intellectuelle et des droits de redevance, ainsi qu'en des placements dans des fonds de placements hypothécaires en difficulté, des fonds de titres de créance privés et des fonds spéculatifs.

La juste valeur des placements directs dans des titres de créance privés et des titres adossés à des actifs est fondée sur les cours du marché, les prix des courtiers ou les opérations récentes sur le marché, lorsque ces données sont disponibles. Si le cours du marché n'est pas disponible, la juste valeur est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie, laquelle est fondée sur des données d'entrée importantes telles que les flux de trésorerie prévus et les taux d'actualisation déterminés à l'aide des rendements de marché actuels d'instruments ayant des caractéristiques semblables.

En ce qui concerne les placements dans les droits de propriété intellectuelle et les droits de redevance, la juste valeur est principalement déterminée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie, laquelle est fondée sur les flux de trésorerie prévus et les taux d'actualisation déterminés à l'aide des rendements de marché actuels d'instruments ayant des caractéristiques semblables.

La juste valeur des placements dans des fonds est généralement fondée sur la valeur liquidative publiée par les administrateurs externes ou gestionnaires des fonds.

iii) Les titres du marché monétaire comprennent la trésorerie, les dépôts à terme, les bons du Trésor, le papier commercial et les billets à taux variable. La juste valeur est établie d'après le coût, lequel, avec les produits d'intérêts à recevoir, se rapproche de la juste valeur en raison de la nature à court terme ou à taux variable de ces titres.

c) Stratégies de rendement absolu

Les stratégies de rendement absolu consistent en des placements dans des fonds spéculatifs qui ont pour objectif de générer des rendements positifs indépendamment de la conjoncture du marché, c'est-à-dire des rendements pour lesquels il existe une faible corrélation avec les indices globaux du marché. Les titres sous-jacents des fonds peuvent comprendre, sans toutefois s'y limiter, des actions, des titres à revenu fixe et des dérivés. La juste valeur des placements dans des fonds est généralement fondée sur la valeur liquidative publiée par les administrateurs externes ou gestionnaires des fonds.

Notes annexes

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017

(Non audité)

d) Actifs réels

- i) L'Office investit dans l'immobilier au moyen de placements directs dans des biens immobiliers privés et des fonds de placements immobiliers. Les placements dans les biens immobiliers privés sont gérés par des gestionnaires de placements, principalement dans le cadre d'arrangements de copropriété.

La juste valeur des placements dans les biens immobiliers privés est principalement déterminée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie, laquelle est fondée sur divers facteurs tels que le bénéfice net d'exploitation, le taux d'actualisation et le taux de capitalisation final.

La juste valeur des fonds de placements immobiliers est généralement fondée sur la valeur liquidative publiée par les gestionnaires externes des fonds.

- ii) En général, les placements en infrastructures sont effectués directement, mais peuvent également être faits par l'intermédiaire de fonds de société en commandite.

La juste valeur des placements en infrastructures est principalement déterminée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie, laquelle est fondée sur des données d'entrée importantes telles que les flux de trésorerie prévus et les taux d'actualisation.

La juste valeur des placements détenus par l'intermédiaire de fonds de société en commandite est généralement fondée sur la valeur liquidative publiée par les gestionnaires externes des fonds.

e) Titres acquis en vertu de conventions de revente et titres vendus en vertu de conventions de rachat

Les conventions de revente et de rachat sont comptabilisées aux montants auxquels les titres ont initialement été acquis ou vendus, soit des montants qui, avec les produits d'intérêts à recevoir et les charges d'intérêts à payer, se rapprochent de la juste valeur en raison de la nature à court terme de ces titres.

f) Contrats dérivés

La juste valeur des dérivés négociés en Bourse, notamment les contrats à terme standardisés, les options et les bons de souscription, est fondée sur les cours du marché. La juste valeur des dérivés négociés hors Bourse, notamment les swaps, les options, les contrats à terme de gré à gré et les bons de souscription, est déterminée au moyen de techniques d'évaluation telles que des modèles d'évaluation des options, la valeur actualisée des flux de trésorerie et des prix établis par consensus obtenus auprès de courtiers indépendants ou de tiers fournisseurs. Les données prises en compte dans ces techniques d'évaluation peuvent comprendre, sans toutefois s'y limiter, les prix au comptant, la volatilité des prix, les taux de change, les courbes de taux d'intérêt et les écarts de taux. Lors du calcul de la juste valeur, le risque de crédit de la contrepartie est également pris en compte.

g) Passifs liés au financement par emprunt

Les passifs liés au financement par emprunt consistent en du papier commercial à payer et en des titres d'emprunt à terme. Le papier commercial à payer est comptabilisé à son montant initial, lequel, avec les charges d'intérêts à payer, se rapproche de la juste valeur en raison de la nature à court terme de ces passifs. La juste valeur des titres d'emprunt à terme est fondée sur les cours du marché.

Notes annexes

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017

(Non audité)

3. Instruments dérivés

a) Juste valeur des contrats dérivés

La juste valeur des contrats dérivés s'établit comme suit :

Juste valeur des contrats dérivés

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Au 30 juin 2017		Au 31 mars 2017		Au 30 juin 2016	
	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Contrats sur actions						
Contrats à terme standardisés	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Swaps	801	(575)	923	(717)	1 302	(1 077)
Options :						
Négociées en Bourse – achetées	–	–	–	–	26	–
Négociées en Bourse – vendues	–	–	–	–	–	(5)
Négociées hors Bourse – achetées	–	–	–	–	36	–
Négociées hors Bourse – vendues	–	–	–	–	–	(8)
Bons de souscription	1	–	1	–	1	–
Total des contrats sur actions	802	(575)	924	(717)	1 365	(1 090)
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré	1 214	(411)	357	(286)	679	(727)
Options :						
Négociées hors Bourse – achetées	–	–	–	–	44	–
Négociées hors Bourse – vendues	–	–	–	–	–	(19)
Total des contrats de change	1 214	(411)	357	(286)	723	(746)
Contrats sur taux d'intérêt						
Contrats à terme standardisés	–	–	–	–	–	–
Contrats à terme de gré à gré	–	–	–	–	–	–
Swaps	51	(192)	148	(117)	525	(540)
Total des contrats sur taux d'intérêt	51	(192)	148	(117)	525	(540)
Contrats de crédit						
Swaps sur défaillance achetés	4	(235)	4	(277)	46	(441)
Swaps sur défaillance vendus	247	(4)	285	(4)	429	(42)
Options :						
Négociées hors Bourse – achetées	–	–	–	–	5	–
Négociées hors Bourse – vendues	–	–	–	–	–	(1)
Total des contrats de crédit	251	(239)	289	(281)	480	(484)
Contrats sur marchandises						
Contrats à terme standardisés	–	–	–	–	–	(24)
Options :						
Négociées en Bourse – achetées	–	–	–	–	–	–
Négociées en Bourse – vendues	–	–	–	–	–	–
Total des contrats sur marchandises	–	–	–	–	–	(24)
Total	2 318 \$	(1 417) \$	1 718 \$	(1 401) \$	3 093 \$	(2 884) \$

4. Évaluation à la juste valeur

Hiérarchie de la juste valeur

Ci-après sont présentés les placements et les passifs liés aux placements comptabilisés à la juste valeur en fonction de l'analyse des données utilisées lors de leur évaluation, telles que :

- les prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (niveau 1);
- les données d'entrée autres que les prix cotés visés au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (comme les prix) ou indirectement (données calculées à l'aide des prix) (niveau 2);
- les données d'entrée qui ne sont pas fondées sur des données observables sur le marché pour l'actif ou le passif (données d'entrée non observables) (niveau 3).

Notes annexes

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017

(Non audité)

Hiérarchie de la juste valeur

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Au 30 juin 2017			Total
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Placements				
Actions				
Actions canadiennes				
Actions de sociétés ouvertes	6 707 \$	– \$	– \$	6 707 \$
Actions de sociétés fermées	–	–	3 860	3 860
	6 707	–	3 860	10 567
Actions étrangères sur les marchés établis				
Actions de sociétés ouvertes ¹	95 569	8 356	74	103 999
Actions de sociétés fermées	–	1 216	54 814	56 030
	95 569	9 572	54 888	160 029
Actions sur les marchés émergents				
Actions de sociétés ouvertes ¹	17 340	1 613	139	19 092
Actions de sociétés fermées	–	–	5 792	5 792
	17 340	1 613	5 931	24 884
Total des actions	119 616	11 185	64 679	195 480
Placements à revenu fixe				
Obligations	34 401	24 597	–	58 998
Autres titres de créance	–	3 796	15 622	19 418
Titres du marché monétaire	–	12 097	–	12 097
Total des placements à revenu fixe	34 401	40 490	15 622	90 513
Stratégies de rendement absolu¹	–	18 281	1 500	19 781
Actifs réels				
Biens immobiliers	–	–	39 555	39 555
Infrastructures	–	–	27 321	27 321
Total des actifs réels	–	–	66 876	66 876
Sommes à recevoir sur les placements				
Titres acquis en vertu de conventions de revente	–	6 077	–	6 077
Intérêts courus	–	1 543	–	1 543
Sommes à recevoir sur les dérivés	–	2 317	1	2 318
Autres	–	363	–	363
Total des sommes à recevoir sur les placements	–	10 300	1	10 301
Total des placements	154 017 \$	80 256 \$	148 678 \$	382 951 \$
Passifs liés aux placements				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	–	(16 936)	–	(16 936)
Titres vendus à découvert	(13 468)	–	–	(13 468)
Passifs liés au financement par emprunt	(11 611)	(10 259)	–	(21 870)
Passifs liés aux dérivés	–	(1 417)	–	(1 417)
Autres	–	(1 060)	–	(1 060)
Total des passifs liés aux placements	(25 079)	(29 672)	–	(54 751)
Montants à recevoir au titre des opérations en cours	–	3 198	–	3 198
Montants à payer au titre des opérations en cours	–	(5 020)	–	(5 020)
Placements nets	128 938 \$	48 762 \$	148 678 \$	326 378 \$

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada

Notes annexes

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017

(Non audité)

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Au 31 mars 2017 ²			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Placements				
Actions				
Actions canadiennes				
Actions de sociétés ouvertes	4 576 \$	– \$	– \$	4 576 \$
Actions de sociétés fermées	–	18	4 030	4 048
	4 576	18	4 030	8 624
Actions étrangères sur les marchés établis				
Actions de sociétés ouvertes ¹	87 129	6 700	76	93 905
Actions de sociétés fermées	–	1 226	53 766	54 992
	87 129	7 926	53 842	148 897
Actions sur les marchés émergents				
Actions de sociétés ouvertes ¹	17 493	1 562	153	19 208
Actions de sociétés fermées	–	–	5 781	5 781
	17 493	1 562	5 934	24 989
Total des actions	109 198	9 506	63 806	182 510
Placements à revenu fixe				
Obligations	36 987	24 253	–	61 240
Autres titres de créance ³	–	4 036	15 728	19 764
Titres du marché monétaire	–	19 408	–	19 408
Total des placements à revenu fixe	36 987	47 697	15 728	100 412
Stratégies de rendement absolu¹	–	17 835	1 536	19 371
Actifs réels				
Biens immobiliers	–	–	38 732	38 732
Infrastructures	–	–	27 899	27 899
Total des actifs réels	–	–	66 631	66 631
Sommes à recevoir sur les placements				
Titres acquis en vertu de conventions de revente	–	5 207	–	5 207
Intérêts courus	–	1 561	–	1 561
Sommes à recevoir sur les dérivés	–	1 717	1	1 718
Autres	–	290	–	290
Total des sommes à recevoir sur les placements	–	8 775	1	8 776
Total des placements	146 185 \$	83 813 \$	147 702 \$	377 700 \$
Passifs liés aux placements				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	–	(14 749)	–	(14 749)
Titres vendus à découvert	(24 177)	–	–	(24 177)
Passifs liés au financement par emprunt	(8 772)	(11 101)	–	(19 873)
Passifs liés aux dérivés	–	(1 401)	–	(1 401)
Autres	–	(223)	–	(223)
Total des passifs liés aux placements	(32 949)	(27 474)	–	(60 423)
Montants à recevoir au titre des opérations en cours	–	3 234	–	3 234
Montants à payer au titre des opérations en cours	–	(3 631)	–	(3 631)
Placements nets	113 236 \$	55 942 \$	147 702 \$	316 880 \$

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada

Notes annexes

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017

(Non audité)

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Au 30 juin 2016 ²			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Placements				
Actions				
Actions canadiennes				
Actions de sociétés ouvertes	4 224 \$	– \$	– \$	4 224 \$
Actions de sociétés fermées	–	–	3 794	3 794
	4 224	–	3 794	8 018
Actions étrangères sur les marchés établis				
Actions de sociétés ouvertes ¹	58 854	6 298	–	65 152
Actions de sociétés fermées	–	–	49 292	49 292
	58 854	6 298	49 292	114 444
Actions sur les marchés émergents				
Actions de sociétés ouvertes ¹	11 357	1 664	176	13 197
Actions de sociétés fermées	–	–	5 225	5 225
	11 357	1 664	5 401	18 422
Total des actions	74 435	7 962	58 487	140 884
Placements à revenu fixe				
Obligations	46 290	28 350	–	74 640
Autres titres de créance ³	–	4 302	21 634	25 936
Titres du marché monétaire	–	19 754	–	19 754
Total des placements à revenu fixe	46 290	52 406	21 634	120 330
Stratégies de rendement absolu¹	–	16 895	1 349	18 244
Actifs réels				
Biens immobiliers	–	–	36 044	36 044
Infrastructures	–	–	19 755	19 755
Total des actifs réels	–	–	55 799	55 799
Sommes à recevoir sur les placements				
Titres acquis en vertu de conventions de revente	–	18 482	–	18 482
Intérêts courus	–	1 172	–	1 172
Sommes à recevoir sur les dérivés	27	3 065	1	3 093
Autres	–	91	–	91
Total des sommes à recevoir sur les placements	27	22 810	1	22 521
Total des placements	120 752 \$	100 073 \$	137 270 \$	358 095 \$
Passifs liés aux placements				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	–	(19 272)	–	(19 272)
Titres vendus à découvert	(29 247)	–	–	(29 247)
Passifs liés au financement par emprunt	(3 408)	(11 097)	–	(14 505)
Passifs liés aux dérivés	(29)	(2 855)	–	(2 884)
Autres	–	(317)	–	(317)
Total des passifs liés aux placements	(32 684)	(33 541)	–	(66 225)
Montants à recevoir au titre des opérations en cours	–	4 235	–	4 235
Montants à payer au titre des opérations en cours	–	(8 996)	–	(8 996)
Placements nets	88 068 \$	61 771 \$	137 270 \$	287 109 \$

1. Comprennent les placements dans des fonds.

2. Certains montants de la période précédente ont été mis à jour pour que leur présentation soit conforme à celle du trimestre considéré.

3. Ces montants ont été révisés en raison d'une erreur de classement non significative du niveau 2 vers le niveau 3 totalisant 4,2 milliards de dollars au 31 mars 2017 et 3,6 milliards de dollars au 30 juin 2016.

Notes annexes

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017

(Non audité)

a) Transferts entre le niveau 1 et le niveau 2

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2017, un montant de 12 millions de dollars a été transféré du niveau 1 vers le niveau 2 (6 millions de dollars au 30 juin 2016), et des transferts de 16 millions de dollars ont été effectués du niveau 2 vers le niveau 1 (7 millions de dollars au 30 juin 2016). Les transferts entre le niveau 1 et le niveau 2 sont effectués en fonction de la disponibilité des prix cotés sur des marchés actifs et d'évaluations effectuées à l'aide de données observables autres que les prix cotés. Ces transferts sont réputés avoir été effectués selon les valeurs de la fin de période.

b) Rapprochement des justes valeurs classées au niveau 3

Les tableaux ci-après présentent un rapprochement de la juste valeur des placements classés au niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur pour le trimestre clos le 30 juin 2017 :

Rapprochement des variations de la juste valeur des placements classés au niveau 3

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017									
(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au 1 ^{er} avril 2017	Profit (perte) inclus(e) dans le revenu de placement net(te) ¹	Achats	Ventes ²	Transferts au niveau 3 ³	Transferts hors du niveau 3 ³	Juste valeur au 30 juin 2017	Variation des profits (pertes) latent(e)s sur les placements toujours détenus au 30 juin 2017 ^{1,4}	
Placements									
Actions									
Actions canadiennes									
Actions de sociétés fermées	4 030 \$	(134) \$	28 \$	(64) \$	– \$	– \$	3 860 \$	(150) \$	
	4 030	(134)	28	(64)	–	–	3 860	(150)	
Actions étrangères sur les marchés établis									
Actions de sociétés ouvertes	76	–	–	(2)	–	–	74	–	
Actions de sociétés fermées	53 766	1 225	4 338	(2 831)	–	(1 684)	54 814	204	
	53 842	1 225	4 338	(2 833)	–	(1 684)	54 888	204	
Actions sur les marchés émergents									
Actions de sociétés ouvertes	153	(6)	–	(8)	–	–	139	(6)	
Actions de sociétés fermées	5 781	(47)	333	(301)	26	–	5 792	(243)	
	5 934	(53)	333	(309)	26	–	5 931	(249)	
Total des actions	63 806	1 038	4 699	(3 206)	26	(1 684)	64 679	(195)	
Placements à revenu fixe									
Autres titres de créance ⁵	15 728	(138)	1 895	(1 863)	–	–	15 622	(251)	
Total des placements à revenu fixe	15 728	(138)	1 895	(1 863)	–	–	15 622	(251)	
Stratégies de rendement absolu	1 536	(36)	–	–	–	–	1 500	(35)	
Actifs réels									
Biens immobiliers	38 732	(235)	1 222	(164)	–	–	39 555	(275)	
Infrastructures	27 899	(484)	42	(136)	–	–	27 321	(348)	
Total des actifs réels	66 631	(719)	1 264	(300)	–	–	66 876	(623)	
Sommes à recevoir sur les placements									
Sommes à recevoir sur les dérivés	1	–	–	–	–	–	1	–	
Total des sommes à recevoir sur les placements	1	–	–	–	–	–	1	–	
Total	147 702 \$	145 \$	7 858 \$	(5 369) \$	26 \$	(1 684) \$	148 678 \$	(1 104) \$	

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada

Notes annexes

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017

(Non audité)

Pour le trimestre clos le 30 juin 2016									
(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au 1 ^{er} avril 2016	Profit (perte) inclus(e) dans le revenu de placement net(te) ¹	Achats	Ventes ²	Transferts au niveau 3 ³	Transferts hors du niveau 3 ³	Juste valeur au 30 juin 2016	Variation des profits (pertes) latent(e)s sur les placements toujours détenus au 30 juin 2016 ^{1,4}	
Placements									
Actions									
Actions canadiennes									
Actions de sociétés fermées	2 687 \$	141 \$	1 013 \$	(47) \$	– \$	– \$	3 794 \$	129 \$	
	2 687	141	1 013	(47)	–	–	3 794	129	
Actions étrangères sur les marchés établis									
Actions de sociétés fermées	49 019	297	2 287	(2 311)	–	–	49 292	(833)	
	49 019	297	2 287	(2 311)	–	–	49 292	(833)	
Actions sur les marchés émergents									
Actions de sociétés ouvertes	170	6	170	(170)	–	–	176	6	
Actions de sociétés fermées	5 341	52	253	(421)	–	–	5 225	(39)	
	5 511	58	423	(591)	–	–	5 401	(33)	
Total des actions	57 217	496	3 723	(2 949)	–	–	58 487	(737)	
Placements à revenu fixe									
Autres titres de créance ⁶	21 827	396	2 487	(2 892)	–	(184)	21 634	536	
Total des placements à revenu fixe	21 827	396	2 487	(2 892)	–	(184)	21 634	536	
Stratégies de rendement absolu	1 314	35	–	–	–	–	1 349	35	
Actifs réels									
Biens immobiliers	35 857	(79)	989	(723)	–	–	36 044	(273)	
Infrastructures	20 373	(624)	37	(31)	–	–	19 755	(460)	
Total des actifs réels	56 230	(703)	1 026	(754)	–	–	55 799	(733)	
Sommes à recevoir sur les placements									
Sommes à recevoir sur les dérivés	2	(1)	–	–	–	–	1	(1)	
Total des sommes à recevoir sur les placements	2	(1)	–	–	–	–	1	(1)	
Total	136 590 \$	223 \$	7 236 \$	(6 595) \$	– \$	(184) \$	137 270 \$	(900) \$	

1. Inclus dans le revenu de placement.

2. Comprennent le remboursement du capital.

3. Les transferts au niveau 3 et hors du niveau 3 sont réputés avoir été effectués selon les valeurs de la fin de la période.

4. Comprend la variation totale de la juste valeur des placements ayant été transférés au niveau 3 au cours de la période, et exclut la variation totale de la juste valeur des placements transférés hors du niveau 3 au cours de la période.

5. Le solde d'ouverture a été révisé en raison d'une erreur de classement non significative du niveau 2 vers le niveau 3.

6. Ces montants ont été révisés en raison d'une erreur de classement non significative du niveau 2 vers le niveau 3.

Pour les trimestres clos le 30 juin 2017 et le 30 juin 2016, les transferts au niveau 3 et hors du niveau 3 étaient principalement attribuables à des changements dans la disponibilité des données observables sur le marché utilisées pour la détermination de la juste valeur.

Notes annexes

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017

(Non audité)

c) Niveau 3 – Données d'entrée non observables importantes

Les tableaux qui suivent présentent les justes valeurs des placements classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur, les techniques d'évaluation utilisées pour la détermination de leur juste valeur, ainsi que les fourchettes et les moyennes pondérées des données d'entrée non observables :

Techniques d'évaluation et données d'entrée utilisées pour la détermination de la juste valeur des placements classés dans le niveau 3

Au 30 juin 2017					
<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Juste valeur	Principales techniques d'évaluation utilisées	Données d'entrée non observables importantes	Fourchettes de valeurs des données d'entrée ³	Moyenne pondérée ³
Actions de sociétés ouvertes					
Placements dans des fonds ²	213 \$	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	–	–	–
Actions de sociétés fermées					
Placements directs ^{1,2}	27 263	Multiples de capitalisation de sociétés comparables	Ratio du BAIIA	8,0 x à 15,7 x	11,7 x
		Valeur actualisée des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	12,0 %	12,0 %
Placements dans des fonds ²	37 203	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	–	–	–
Autres titres de créance					
Placements directs dans des titres de créance privés ¹	9 690	Valeur actualisée des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	5,0 % à 19,1 %	10,4 %
Placements directs dans des titres de créances immobilières privés	3 625	Valeur actualisée des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	4,7 % à 11,3 %	7,0 %
Titres adossés à des actifs ²	7	Modèle d'évaluation établi par un service tiers d'établissement des cours	–	–	–
Placements dans des fonds ²	2 300	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	–	–	–
Stratégies de rendement absolu					
Placements dans des fonds ²	1 500	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	–	–	–
Biens immobiliers					
Placements directs ^{1,2}	21 376	Valeur actualisée des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	4,4 % à 15,0 %	6,4 %
			Taux de capitalisation final	3,5 % à 9,5 %	5,3 %
	14 985	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	–	–	–
Placements dans des fonds ²	3 194	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	–	–	–
Infrastructures					
Placements directs ¹	27 280	Valeur actualisée des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	7,4 % à 15,8 %	9,8 %
Placements dans des fonds ²	41	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	–	–	–
Sommes à recevoir sur les dérivés					
Bons de souscription	1	Modèle d'évaluation des options	Volatilité des marchés	30,0 %	30,0 %
Total	148 678 \$				

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada

Notes annexes

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017

(Non audité)

Au 31 mars 2017					
<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Juste valeur	Principales techniques d'évaluation utilisées	Données d'entrée non observables importantes	Fourchettes de valeurs des données d'entrée ³	Moyenne pondérée ³
Actions de sociétés ouvertes					
Placements dans des fonds ²	229 \$	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	-	-	-
Actions de sociétés fermées					
Placements directs ^{1,2}	28 721	Multiples de capitalisation de sociétés comparables	Ratio du BAIIA	8,0 x à 15,4 x	11,2 x
		Valeur actualisée des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	12,0 %	12,0 %
Placements dans des fonds ²	34 856	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	-	-	-
Autres titres de créance					
Placements directs dans des titres de créance privés ¹	9 485	Valeur actualisée des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	4,8 % à 19,6 %	10,7 %
Placements directs dans des titres de créances immobilières privés ⁴	3 937	Valeur actualisée des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	5,0 % à 10,0 %	7,1 %
Titres adossés à des actifs ²	10	Modèle d'évaluation établi par un service tiers d'établissement des cours	-	-	-
Placements dans des fonds ^{2,4}	2 296	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	-	-	-
Stratégies de rendement absolu					
Placements dans des fonds ²	1 536	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	-	-	-
Biens immobiliers					
Placements directs ^{1,2}	21 010	Valeur actualisée des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	4,4 % à 14,3 %	6,4 %
			Taux de capitalisation final	3,5 % à 9,5 %	5,3 %
	14 440	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	-	-	-
Placements dans des fonds ²	3 282	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	-	-	-
Infrastructures					
Placements directs ¹	27 860	Valeur actualisée des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	7,4 % à 15,8 %	9,8 %
Placements dans des fonds ²	39	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	-	-	-
Sommes à recevoir sur les dérivés					
Bons de souscription	1	Modèle d'évaluation des options	Volatilité des marchés	30,0 %	30,0 %
Total	147 702 \$				

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada

Notes annexes

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017

(Non audité)

Au 30 juin 2016					
<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Juste valeur	Principales techniques d'évaluation utilisées	Données d'entrée non observables importantes	Fourchettes de valeurs des données d'entrée ³	Moyenne pondérée ³
Actions de sociétés ouvertes					
Placements dans des fonds ²	176 \$	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	–	–	–
Actions de sociétés fermées					
Placements directs ^{1,2}	26 844	Multiplés de capitalisation de sociétés comparables	Ratio du BAIIA	6,8 x à 13,2 x	10,3 x
		Valeur actualisée des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	9,5 % à 26,6 %	11,7 %
Placements dans des fonds ²	31 467	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	–	–	–
Autres titres de créance					
Placements directs dans des titres de créance privés ¹	9 626	Valeur actualisée des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	4,9 % à 31,8 %	10,9 %
Placements directs dans des titres de créances immobilières privés ⁴	3 361	Valeur actualisée des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	2,8 % à 8,9 %	6,9 %
Titres adossés à des actifs ²	6 424	Modèle d'évaluation établi par un service tiers d'établissement des cours	–	–	–
Placements dans des fonds ^{2,4}	2 223	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	–	–	–
Stratégies de rendement absolu					
Placements dans des fonds ²	1 349	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	–	–	–
Biens immobiliers					
Placements directs ^{1,2}	23 960	Valeur actualisée des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	4,2 % à 14,8 %	6,4 %
			Taux de capitalisation final	3,5 % à 9,5 %	5,2 %
	8 364	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	–	–	–
Placements dans des fonds ²	3 720	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	–	–	–
Infrastructures					
Placements directs ¹	19 635	Valeur actualisée des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	7,5 % à 15,8 %	10,1 %
Placements dans des fonds ²	120	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	–	–	–
Sommes à recevoir sur les dérivés					
Bons de souscription	1	Modèle d'évaluation des options	Volatilité des marchés	30,0 %	30,0 %
Total	137 270 \$				

1. Peuvent comprendre certains placements récemment acquis qui sont comptabilisés au coût, lequel se rapproche de la juste valeur.

2. Dans certains cas, les évaluations externes sont préparées par des tiers et les données prises en compte dans l'évaluation ne sont donc pas disponibles.

3. La fourchette de valeurs des données d'entrée représente les données d'entrée minimales et maximales utilisées pour l'évaluation des placements d'une catégorie d'actifs particulière. La moyenne pondérée des données d'entrée est calculée en fonction des justes valeurs relatives des placements compris dans la catégorie d'actifs. La diversité des placements compris dans chaque catégorie d'actifs, notamment sur le plan des secteurs géographiques et des secteurs d'activité liés aux placements, peut donner lieu à des fourchettes pour lesquelles les données d'entrée présentent des écarts importants et sont réparties de façon inégale au sein de la fourchette.

4. Ces montants ont été révisés en raison d'une erreur de classement non significative du niveau 2 vers le niveau 3.

Une augmentation ou une diminution importante de l'une ou l'autre des données d'entrée non observables susmentionnées donnerait lieu à une hausse ou à une baisse considérable de l'évaluation à la juste valeur. La corrélation des données d'entrée non observables importantes et de l'évaluation à la juste valeur pour les données les plus importantes figurant dans le tableau précédent se présente comme suit :

- Une augmentation (diminution) du ratio du BAIIA donnerait lieu à une hausse (baisse) de la juste valeur.
- Une augmentation (diminution) du taux d'actualisation et du taux de capitalisation final donnerait lieu à une baisse (hausse) de la juste valeur.

La juste valeur des placements directs classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur ci-dessus est fondée sur des méthodes d'évaluation reconnues dans le secteur qui peuvent comprendre l'utilisation d'estimations faites par la direction, des évaluateurs, ou les deux lorsqu'un degré de jugement important est nécessaire. L'utilisation de méthodes d'évaluation fondées sur des hypothèses raisonnables de rechange peut donner lieu à des justes valeurs différentes. Si toutes les autres variables demeuraient constantes, l'utilisation de méthodes d'évaluation fondées sur des hypothèses raisonnables de rechange se traduirait par une diminution de 3 200 millions de dollars (3 400 millions de dollars au 31 mars 2017; 2 800 millions de dollars au 30 juin 2016) ou par une augmentation de 4 000 millions de dollars (3 800 millions de dollars au 31 mars 2017; 3 300 millions de dollars au 30 juin 2016) de l'actif net. Cette analyse de sensibilité ne tient pas compte des placements dont les justes valeurs sont fournies par des gestionnaires de placement, puisque l'Office n'a pas accès aux hypothèses sous-jacentes utilisées.

5. Gestion du risque lié aux placements

L'Office et ses sociétés de portefeuille non consolidées gèrent le portefeuille de placement au nom du Régime de pensions du Canada (le portefeuille de placement du RPC). Le portefeuille de placement du RPC est exposé à différents risques financiers. Ces risques comprennent le risque de marché, le risque de crédit et le risque de liquidité. L'Office utilise l'approche du portefeuille global pour gérer les risques, laquelle tient compte de l'ensemble des activités de placement, y compris celles réalisées par l'intermédiaire de ses sociétés de portefeuille non consolidées. Dans l'analyse qui suit, toute mention des activités de placement et de l'exposition aux risques de l'Office inclut également les activités de placement et l'exposition aux risques de ses sociétés de portefeuille non consolidées.

L'Office gère et atténue les risques financiers au moyen du cadre redditionnel en ce qui a trait au risque et au rendement qui est inclus dans la politique en matière de risque approuvée par le conseil d'administration au moins une fois par exercice. Cette politique contient des dispositions relatives aux limites et à la gestion du risque qui régissent les décisions de placement. Elle a été conçue pour permettre à l'Office de remplir son mandat, lequel consiste à investir ses actifs en vue d'un rendement maximal tout en évitant des risques de perte indus et compte tenu des facteurs pouvant avoir un effet sur le financement du RPC ainsi que sur sa capacité de s'acquitter, chaque jour ouvrable, de ses obligations financières.

Les limites supérieures et inférieures relatives au risque absolu ainsi que la fourchette d'exploitation du risque absolu sont incluses dans le cadre redditionnel en ce qui a trait au risque et au rendement et déterminent le degré de risque de placement total que l'Office peut prendre en ce qui concerne le portefeuille de placement à long terme du RPC. L'Office surveille quotidiennement le risque absolu que présente le portefeuille de placement du RPC, c'est-à-dire la perte de valeur possible exprimée en dollars absolus ou en pourcentage, et rend compte de l'exposition au risque au conseil d'administration au moins une fois par trimestre. La gestion des risques financiers, ainsi que le cadre redditionnel en ce qui a trait au risque et au rendement le plus récent, sont expliqués plus en détail à la page 31 du rapport annuel de 2017.

Notes annexes

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017

(Non audité)

a) Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un placement ou d'un passif lié aux placements fluctuent par suite de variations des prix et des taux du marché. Tel qu'il a été expliqué précédemment, l'Office gère le risque de marché au moyen du cadre redditionnel en ce qui a trait au risque et au rendement, lequel prescrit l'investissement dans un large éventail de catégories d'actifs et l'application de stratégies de placement visant à réaliser une prime de risque diversifiée sur l'ensemble de la caisse, en fonction des limites relatives au risque établies dans les politiques en matière de risque. En outre, des dérivés sont utilisés, s'il y a lieu, pour gérer certaines expositions au risque.

Le risque de marché est composé des risques suivants :

Risque actions

Le portefeuille de placement du RPC est composé d'actions cotées en Bourse et d'actions de sociétés fermées. Le risque actions, qui correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs fluctuent en raison des variations des cours des actions ou de la volatilité, est une importante source de risque du portefeuille de placement.

Compte tenu des positions sur dérivés et si toutes les autres variables demeuraient constantes, une diminution ou une augmentation de un pour cent de l'indice S&P 500, compte tenu de la corrélation avec les autres marchés boursiers, se traduirait par une perte ou un profit de 1 083 millions de dollars (1 000 millions de dollars au 31 mars 2017; 778 millions de dollars au 30 juin 2016) sur les placements en actions de sociétés ouvertes.

Risque de change

Le portefeuille de placement du RPC est exposé au risque de change, puisqu'il détient des placements ou des passifs liés aux placements libellés en diverses devises. Les fluctuations de la valeur relative des devises par rapport au dollar canadien peuvent avoir des effets favorables ou défavorables sur la juste valeur ou sur les flux de trésorerie futurs de ces placements et de ces passifs liés aux placements.

Exprimée en dollars canadiens, l'exposition nette au risque de change, compte tenu de la répartition des contrats dérivés de change, s'établit comme suit :

Notes annexes

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017

(Non audité)

Expositions au risque de change

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Au 30 juin 2017		Au 31 mars 2017		Au 30 juin 2016	
	Exposition nette	% du total	Exposition nette	% du total	Exposition nette	% du total
Devise						
Dollar américain	125 238 \$	38 %	122 750 \$	39 %	111 051 \$	39 %
Euro	36 510	11	34 003	11	29 272	10
Yen japonais	21 929	7	20 788	7	17 565	6
Livre sterling	19 446	6	18 839	6	15 788	5
Dollar australien	9 953	3	10 790	3	7 575	3
Dollar de Hong Kong	5 096	2	4 423	1	2 582	1
Franc suisse	4 615	1	4 381	1	2 368	1
Roupie indienne	3 915	1	3 586	1	2 604	1
Yuan chinois	3 896	1	3 434	1	3 310	1
Won sud-coréen	3 485	1	2 857	1	1 390	–
Peso chilien	2 337	1	2 387	1	2 580	1
Réal brésilien	2 024	1	3 425	1	2 897	1
Autres	9 503	3	8 424	3	8 365	3
Total de l'exposition au risque de change	247 947	76	240 087	76	207 347	72
Dollar canadien	78 431	24	76 793	24	79 672	28
Total	326 378 \$	100 %	316 880 \$	100 %	287 109 \$	100 %

Si toutes les autres variables et valeurs sous-jacentes demeuraient constantes, une appréciation ou une dépréciation de un pour cent du dollar canadien par rapport à toutes les autres devises se traduirait par une augmentation ou une diminution des placements nets, comme suit :

Sensibilité au risque de change

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Au 30 juin 2017	Au 31 mars 2017	Au 30 juin 2016
	Diminution/augmentation de l'actif net	Diminution/augmentation de l'actif net	Diminution/augmentation de l'actif net
Devise			
Dollar américain	1 252 \$	1 228 \$	1 111 \$
Euro	365	340	293
Yen japonais	219	208	176
Livre sterling	194	188	158
Autres	449	437	338
Total	2 479 \$	2 401 \$	2 076 \$

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un placement ou d'un passif lié aux placements fluctuent en raison des fluctuations des taux d'intérêt sur le marché. Le portefeuille de placement du RPC est exposé au risque de taux d'intérêt principalement en raison de ses placements dans des titres à revenu fixe, de certains passifs liés aux placements et des instruments dérivés de taux d'intérêt.

Si toutes les autres variables demeuraient constantes, une augmentation ou une diminution de un point de base des taux d'intérêt nominaux se traduirait par une diminution ou une augmentation de la valeur des placements directement touchés par les fluctuations des taux d'intérêt, comme suit :

Notes annexes

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017

(Non audité)

Sensibilité au risque de taux d'intérêt¹

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Au 30 juin 2017	Au 31 mars 2017	Au 30 juin 2016
Échéance	Diminution/augmentation de l'actif net	Diminution/augmentation de l'actif net	Diminution/augmentation de l'actif net
Moins de 1 an	– \$	1 \$	3 \$
De 1 an à 5 ans	8	8	9
De 6 à 10 ans	14	12	3
Plus de 10 ans	34	31	30
Total	56 \$	52 \$	45 \$

1. Cette sensibilité s'applique uniquement aux faibles variations de la courbe de rendement. Les (tensions) bouleversements plus importants ont une incidence sur la valeur des actifs comme les biens immobiliers et les actifs d'infrastructure, ce qui n'est pas le cas des variations de un point de base.

L'exposition du portefeuille de placement du RPC aux taux d'intérêt sans risque de divers pays est concentrée en Amérique du Nord, soit 57 pour cent au Canada (56 pour cent au 31 mars 2017; 70 pour cent au 30 juin 2016) et 44 pour cent aux États-Unis (43 pour cent au 31 mars 2017; 29 pour cent au 30 juin 2016), avec de faibles expositions en Europe, au Royaume-Uni et au Japon au cours des deux exercices.

Risque d'écart de crédit

L'écart de crédit est la différence entre le rendement de certains titres et celui de titres comparables qui ne présentent aucun risque (c.-à-d. titres émis par les gouvernements) et dont la date d'échéance est la même. Le risque d'écart de crédit correspond au risque que la juste valeur de ces titres fluctue en raison des variations de l'écart de crédit. Au 30 juin 2017, ce risque était concentré dans une proportion de 85 pour cent (84 pour cent au 31 mars 2017 et 90 pour cent au 30 juin 2016) dans des titres de créance assortis d'une notation minimale de A, principalement des obligations de gouvernements provinciaux du Canada.

Si toutes les autres variables demeuraient constantes, une accentuation des écarts de crédit de un point de base se traduirait par une diminution de l'actif net de 33 millions de dollars (33 millions de dollars au 31 mars 2017; 40 millions de dollars au 30 juin 2016).

Autres risques de prix

Les autres risques de prix correspondent au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un placement fluctuent par suite de variations des prix du marché découlant d'autres facteurs de risque comme le risque marchandises, le risque de corrélation et la volatilité.

b) Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte financière découlant du manquement d'une contrepartie à ses obligations contractuelles ou d'une réduction de la valeur des actifs en raison d'une baisse de la qualité de crédit de l'emprunteur, de la contrepartie, de la caution ou de l'actif (garantie) soutenant l'exposition au crédit. L'exposition au risque de crédit du portefeuille de placement du RPC découle de ses placements en titres de créance et en dérivés négociés hors Bourse. La valeur comptable de ces placements présentée dans l'annexe consolidée du portefeuille représente l'exposition directe maximale au risque de crédit à la date du bilan.

Notes annexes

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017

(Non audité)

La juste valeur des titres de créance et des dérivés négociés hors Bourse faisant l'objet d'une exposition au risque de crédit, par catégorie de notation et compte non tenu de toute garantie détenue ou autres améliorations du crédit, se détaille comme suit :

Expositions au risque de crédit

Notation	Au 30 juin 2017						% du total	Au	
	Obligations ¹	Titres du marché monétaire ¹	Conventions de revente ¹	Dérivés négociés hors Bourse	Autres ^{1,2}	Total		Total	Total
AAA	12 738 \$	17 \$	– \$	– \$	– \$	12 755 \$	14 %	13 156 \$	18 646 \$
AA	24 413	5 362	454	33	1	30 263	34	36 791	39 001
A	22 080	4 229	3 738	1 721	472	32 240	37	33 831	50 763
BBB	69	–	1 886	541	1 624	4 120	5	3 826	11 491
BB	53	–	–	–	2 719	2 772	3	3 047	4 192
B	–	–	–	–	5 098	5 098	6	5 718	5 595
CCC/D	–	–	–	–	960	960	1	1 061	2 139
Total	59 353 \$	9 608 \$	6 078 \$	2 295 \$	10 874 \$	88 208 \$	100 %	97 430 \$	131 827 \$

1. Comprennent les intérêts courus.

2. Comprennent les placements directs dans des titres de créance privés et des titres adossés à des actifs.

De plus, le portefeuille de placement du RPC est indirectement exposé au risque de crédit découlant des titres sous-jacents aux placements dans des fonds.

L'exposition au risque de crédit est atténuée dans le cas de certains actifs et passifs financiers, qui sont assortis de droits de compensation conditionnels en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite. Pour ce qui est des titres acquis en vertu de conventions de revente, des titres vendus en vertu de conventions de rachat et des dérivés négociés hors Bourse, l'Office reçoit de la contrepartie, ou remet à celle-ci, un bien en garantie afin de gérer le risque de crédit (se reporter à la note 7). En outre, en cas de défaillance, les montants liés à une contrepartie donnée sont réglés sur une base nette aux termes de conventions-cadres de compensation ou de conventions analogues, telles que la convention-cadre de rachat (Global Master Repurchase Agreement) et les conventions de compensation de l'International Swaps and Derivatives Association.

c) Risque absolu

L'Office utilise principalement la méthode de la valeur à risque pour évaluer et surveiller le risque absolu du portefeuille de placement du RPC. La méthode de la valeur à risque est une technique statistique utilisée pour estimer la perte de valeur éventuelle d'un placement qui pourrait découler des fluctuations des taux et des prix du marché au cours d'une période donnée et selon un niveau de confiance déterminé. Les mesures du risque absolu englobent le risque de marché et le risque de crédit.

La valeur à risque est valide dans des conditions de marché normales, et son calcul n'intègre pas précisément les pertes découlant d'événements exceptionnels sur le marché. Elle suppose également que les données passées du marché constituent une base solide pour l'estimation des éventuelles pertes futures. Si les conditions futures du marché et les relations entre les taux d'intérêt, les taux de change et les autres prix du marché différaient de façon importante de celles observées par le passé, les pertes réelles pourraient sensiblement différer des pertes estimatives. L'estimation fournie par la méthode de la valeur à risque correspond à une seule valeur issue d'une distribution de pertes éventuelles que pourrait subir le portefeuille de placement du RPC. Il ne s'agit pas d'une estimation du pire scénario possible.

Notes annexes

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017

(Non audité)

La valeur à risque du marché calculée par l'Office est estimée au moyen d'une méthode de simulation historique qui suppose un niveau de confiance de 90 pour cent et une période de détention de un an. Les hypothèses importantes utilisées dans le cadre de cette méthode ont trait à l'intégration de données relatives aux rendements hebdomadaires du marché des 10 dernières années, ainsi qu'à l'utilisation de données du marché public pour représenter les rendements des placements, qui sont évalués au moyen de données d'entrée fondées sur des données non observables sur le marché (p. ex. ceux des biens immobiliers privés et des actions de sociétés fermées), ces deux hypothèses constituant des mesures raisonnables pour estimer la valeur à risque.

La valeur à risque du crédit est estimée au moyen de la méthode de simulation de Monte-Carlo, selon laquelle un nombre suffisant de scénarios sont élaborés pour simuler des incidents de crédit à faible probabilité sur un horizon de placement de un an. Les hypothèses importantes prises en compte dans cette méthode comprennent le recours à un processus statistique afin d'établir des corrélations entre les actifs, ainsi que l'utilisation de taux de perte et de défaillance reposant sur des données empiriques.

Le cadre redditionnel en ce qui a trait au risque et au rendement régit le risque de placement au moyen du risque absolu total. Afin d'obtenir une estimation du risque absolu total, la valeur à risque du marché et la valeur à risque du crédit sont estimées en fonction du même niveau de confiance et sont combinées en utilisant un facteur de corrélation approprié et approuvé par le comité de planification des placements.

Le risque est exprimé au moyen de la valeur à risque annuelle à un niveau de confiance de 90 pour cent, selon laquelle il est probable qu'au cours d'un exercice sur 10, le portefeuille subisse des pertes correspondant au moins aux montants suivants :

Valeur à risque

	Au 30 juin 2017		Au 31 mars 2017		Au 30 juin 2016	
<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Valeur à risque	% du portefeuille de placement du RPC ¹	Valeur à risque	% du portefeuille de placement du RPC ¹	Valeur à risque	% du portefeuille de placement du RPC ¹
Risque absolu total relatif au portefeuille de référence du RPC ²	41 835 \$	12,8 %	37 394 \$	11,8 %	32 838 \$	11,4 %
Risque absolu total relatif au portefeuille de placement du RPC ^{1,2}	40 541 \$	12,4 %	38 474 \$	12,2 %	32 395 \$	11,3 %
Risque de marché absolu relatif au portefeuille de placement du RPC ¹	39 724 \$	12,2 %	37 724 \$	11,9 %	31 593 \$	11,0 %
Risque de crédit absolu relatif au portefeuille de placement du RPC ¹	1 700 \$	0,5 %	1 703 \$	0,5 %	1 859 \$	0,6 %

1. Exclut certains actifs pour lesquels l'exposition au risque de marché n'est pas surveillée au moyen de la méthode de la valeur à risque, tels que les actifs du portefeuille de liquidités affectées aux prestations, qui constitue un programme de gestion distincte des liquidités à court terme conçu pour faciliter le versement des prestations mensuelles au titre du RPC.

2. Le risque de marché et le risque de crédit sont combinés en supposant une corrélation positive dans les conditions normales du marché.

Notes annexes

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017

(Non audité)

Simulations de crise

En complément des estimations fournies par la méthode de la valeur à risque, l'Office examine l'incidence potentielle d'événements défavorables exceptionnels, mais plausibles sur le marché. Les simulations de crise se fondent sur des prévisions à l'égard d'événements d'actualité, comme le Brexit, ou sont conçues pour reproduire les fluctuations du marché au cours de périodes marquées par de grandes difficultés, notamment la crise financière mondiale. Un comité formé de représentants de chacun des services de placement se réunit régulièrement pour cerner les possibles perturbations sur le marché et examiner les hypothèses sous-jacentes formulées pour quantifier l'incidence de la simulation de crise. Les résultats sont utilisés pour déceler les vulnérabilités au sein du portefeuille et sont présentés à la haute direction et au conseil pour confirmer l'appétence globale au risque.

d) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque de ne pouvoir produire suffisamment de liquidités ou d'équivalents en temps opportun et de façon efficiente pour respecter les engagements relatifs aux placements et aux passifs liés aux placements lorsqu'ils viennent à échéance. L'Office complète sa gestion du risque de liquidité par sa capacité à mobiliser des fonds au moyen de l'émission de papier commercial et de titres d'emprunt à terme et de la vente de titres en vertu de conventions de rachat.

Par ailleurs, l'Office maintient des facilités de crédit non garanties de 6,0 milliards de dollars (6,2 milliards de dollars au 31 mars 2017; 1,5 milliard de dollars au 30 juin 2016) pour répondre à des besoins éventuels en liquidités. Au 30 juin 2017, le montant total prélevé sur les facilités de crédit est de néant (néant au 31 mars 2017; néant au 30 juin 2016).

Se reporter à la note 5e ci-dessous pour obtenir les échéances des passifs liés aux placements.

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada

Notes annexes

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017

(Non audité)

e) Échéances

Placements

	Échéances									
	Au 30 juin 2017					Au 31 mars 2017				
(en millions de dollars canadiens)	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	De 6 à 10 ans	Plus de 10 ans	Total	Rendement effectif moyen	Total	Rendement effectif moyen	Total	Rendement effectif moyen
Obligations non négociables										
Gouvernements provinciaux canadiens	70 \$	5 650 \$	6 005 \$	12 426 \$	24 151 \$	2,7 %	23 887 \$	2,9 %	25 156 \$	2,5 %
Obligations négociables										
Gouvernement du Canada	–	3 724	489	1 191	5 404	1,8	5 872	1,6	4 824	1,1
Gouvernements provinciaux canadiens	–	1 983	1 668	2 948	6 599	2,7	6 856	2,8	6 208	2,4
Sociétés d'État canadiennes	–	802	503	398	1 703	2,4	1 543	2,4	2 082	2,1
Gouvernements étrangers	–	10 295	6 308	4 245	20 848	2,3	22 718	2,3	33 175	1,4
Obligations de sociétés	–	173	70	50	293	2,6	364	2,6	3 195	2,1
Autres titres de créance										
Titres de créance privés ¹	1	3 679	3 025	834	7 539	9,4	8 214	9,7	8 987	9,3
Titres de créances immobilières privés ¹	350	1 515	1 760	–	3 625	7,0	3 937	7,2	3 361	6,6
Titres adossés à des actifs	–	1	–	6	7	4,4	10	4,4	6 425	1,7
Titres acquis en vertu de conventions de revente	6 077	–	–	–	6 077	0,8	5 207	0,6	18 482	0,4
Total	6 498 \$	27 822 \$	19 828 \$	22 098 \$	76 246 \$	2,9 %	78 608 \$	3,1 %	111 895 \$	2,3 %

1. Représentent des placements directs.

Passifs liés aux placements

	Échéances												
	Au 30 juin 2017					Au 31 mars 2017			Au 30 juin 2016				
(en millions de dollars canadiens)	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	De 6 à 10 ans	Plus de 10 ans	Total	Juste valeur	Taux d'intérêt moyen pondéré	Total	Juste valeur	Taux d'intérêt moyen pondéré	Total	Juste valeur	Taux d'intérêt moyen pondéré
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	17 731 \$	– \$	– \$	– \$	17 731 \$	16 936 \$	1,3 %	14 753 \$	14 749 \$	0,8 %	19 276 \$	19 272 \$	0,6 %
Titres vendus à découvert^{1,2}	13 468	–	–	–	13 468	13 468	s.o.	24 177	24 177	s.o.	29 247	29 247	s.o.
Passifs liés au financement par emprunt													
Montants à payer au titre du papier commercial	10 273	–	–	–	10 273	10 259	1,1	11 120	11 101	0,9	11 100	11 089	0,7
Titres d'emprunt à terme	–	8 673	2 962	–	11 635	11 611	1,3	8 783	8 772	1,8	3 399	3 416	1,1
Total	41 472 \$	8 673 \$	2 962 \$	– \$	53 107 \$	52 274 \$	s.o. %	58 833 \$	58 799 \$	s.o. %	63 022 \$	63 024 \$	s.o. %

1. Considérés comme étant remboursables à moins de un an, selon la première période au cours de laquelle la contrepartie pourrait exiger un paiement sous certaines conditions.

2. Comprennent les actions vendues à découvert pour lesquelles le taux d'intérêt moyen pondéré ne s'applique pas.

Notes annexes

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017

(Non audité)

6. Revenu de placement net

Le revenu de placement net est comptabilisé déduction faite des coûts de transaction et des frais de gestion des placements, et est regroupé selon les catégories d'actifs du portefeuille stratégique, comme il est expliqué à la page 28 du rapport annuel 2017.

Revenu de placement net

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017				
<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Revenu (perte) de placement ¹	Frais de gestion des placements ²	Coûts de transaction	Revenu (perte) de placement net(te)
Actions	13 598 \$	(231) \$	(59) \$	13 308 \$
Placements à revenu fixe	(6 920)	(159)	(36)	(7 115)
Actifs réels	(420)	(33)	(12)	(465)
Passifs liés au financement par emprunt	282	–	–	282
Total	6 540 \$	(423) \$	(107) \$	6 010 \$

Pour le trimestre clos le 30 juin 2016 ³				
<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Revenu (perte) de placement ¹	Frais de gestion des placements ²	Coûts de transaction	Revenu (perte) de placement net(te)
Actions	1 929 \$	(122) \$	(22) \$	1 785 \$
Placements à revenu fixe	2 663	(125)	(38)	2 500
Actifs réels	168	(32)	(29)	107
Passifs liés au financement par emprunt	(78)	–	(3)	(81)
Total	4 682 \$	(279) \$	(92) \$	4 311 \$

1. Comprend les profits et les pertes réalisés sur les placements, les variations des profits et des pertes latents sur les placements, les produits d'intérêts, les dividendes, le bénéfice d'exploitation provenant des biens immobiliers privés (déduction faite des charges d'intérêts), les charges d'intérêts sur les passifs liés au financement par emprunt, ainsi que les autres produits et charges liés aux placements.
2. Comprend les commissions de performance de 189 millions de dollars (89 millions de dollars au 30 juin 2016).
3. Certains montants de la période précédente ont été mis à jour pour que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

Notes annexes

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017

(Non audité)

7. Garanties

Nous réalisons des opérations liées à des garanties afin de soutenir les activités de placement, selon les modalités habituelles des ententes de garantie. La juste valeur nette des actifs détenus et donnés en garantie se détaille comme suit :

Actifs détenus et donnés en garantie

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Au 30 juin 2017	Au 31 mars 2017	Au 30 juin 2016
Actifs détenus en garantie au titre des éléments suivants :			
Conventions de revente ¹	6 050 \$	5 196 \$	18 377 \$
Opérations sur des dérivés négociés hors Bourse ¹	1 284	493	499
Autres titres de créance ¹	784	726	1 019
Actifs donnés en garantie au titre des éléments suivants :			
Conventions de rachat	(16 868)	(14 785)	(19 722)
Titres vendus à découvert	(13 380)	(27 575)	(24 391)
Opérations sur des dérivés négociés hors Bourse	(124)	–	(157)
Actions de sociétés fermées	(5 152)	(5 291)	(5 478)
Autres titres de créance	(4 337)	(3 957)	(3 757)
Total	(31 743) \$	(45 193) \$	(33 610) \$

1. Au 30 juin 2017, la juste valeur des actifs détenus en garantie pouvant être vendus ou de nouveau donnés en garantie s'élevait à 7 188 millions de dollars (6 192 millions de dollars au 31 mars 2017; 19 575 millions de dollars au 30 juin 2016). Au 30 juin 2017, la juste valeur des actifs vendus ou de nouveau donnés en garantie s'élevait à 3 590 millions de dollars (2 677 millions de dollars au 31 mars 2017; 8 158 millions de dollars au 30 juin 2016).

8. Engagements

L'Office a pris des engagements relatifs au financement de placements. De tels engagements sont généralement payables à vue en fonction du financement nécessaire au placement visé par les modalités de chaque entente. Au 30 juin 2017, les engagements totalisaient 41,0 milliards de dollars (38,9 milliards de dollars au 31 mars 2017; 38,1 milliards de dollars au 30 juin 2016).

Au 30 juin 2017, l'Office avait pris des engagements de location et autres pour lesquels les paiements annuels futurs suivants sont requis :

Engagements de location et autres

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Au 30 juin 2017	Au 31 mars 2017	Au 30 juin 2016
Un an ou moins	27 \$	37 \$	32 \$
Plus de un an mais pas plus de cinq ans	122	123	108
Plus de cinq ans	46	46	59
Total	195 \$	206 \$	199 \$

9. Transactions entre parties liées

Les parties liées de l'Office comprennent des filiales non consolidées, des coentreprises et des entreprises associées, les placements dans des parties liées étant tous évalués à la juste valeur. Les participations dans des coentreprises représentent les entreprises dans lesquelles l'Office détient un contrôle conjoint. Une entreprise associée est une entité pour laquelle l'Office a la capacité d'exercer une influence notable sur le processus décisionnel.

Les transactions entre parties liées consistent principalement en des placements dans des actions de sociétés fermées, des titres de créance, des biens immobiliers et des infrastructures et en des produits tirés de ces placements, et sont présentées en détail dans l'annexe consolidée intermédiaire résumée du portefeuille. Ces transactions sont évaluées à la juste valeur et, par conséquent, leur incidence sur l'actif net et le revenu de placement net est la même que celle des opérations de placement conclues avec des parties non liées.

Les transactions entre parties liées conclues avec des filiales consolidées sont éliminées au moment de la consolidation.

10. Cautionnements

Dans le cadre de certaines opérations de placement, l'Office s'est engagé auprès d'autres contreparties à garantir, au 30 juin 2017, un montant pouvant atteindre 2,7 milliards de dollars (3,1 milliards de dollars au 31 mars 2017; 2,4 milliards de dollars au 30 juin 2016) dans le cas où certaines entités émettrices ne respecteraient pas les modalités de l'emprunt et d'autres ententes connexes.